

LCL veut fermer ses centres de vacances, le CSE proteste

Par Le Figaro avec AFP

Publié le 2 octobre 2020 à 17:48



Banque du Crédit Lyonnais (LCL) à Ouistreham, en Normandie, dans le nord-ouest de la France, le 28 octobre 2019. *SAMEER AL-DOUMY / AFP*

La banque LCL veut fermer ses centres de vacances, gérés par le comité social et économique central (CSEC) qui a protesté ce vendredi contre l'arrêt d'une prestation *«permettant aux salariés les plus précaires de pouvoir partir en vacances»*.

Dans un courrier adressé fin septembre au CSEC du groupe, la directrice des ressources humaines (DRH) de LCL indique que la banque *«ne souhaite pas renouveler le prêt des maisons de vacances»*, alors que *«le contrat de prêt à usage»* en cours *«arrive à échéance au 31 décembre 2020»*.

La DRH demande au CSEC de restituer *«les centres de vacances de Carnac, Hauteluce, Hendaye, La Turballe et Pramousquier»*, selon son courrier consulté par l'AFP. La banque y rappelle qu'elle avait déjà ordonné la restitution d'ici au 1er décembre d'un sixième centre, situé à Meschers. *«Ces*

centres appartiennent au Crédit Lyonnais qui les met à disposition du CSEC. Nous n'avons pas d'explication mais, à mon avis, c'est une question purement financière et la direction va vendre les centres», a déclaré à l'AFP Philippe Kernivinen, représentant syndical FO au CSEC.

C'est une prestation vieille d'un siècle qui va disparaître, a-t-il déploré, car le premier centre de vacances du Crédit Lyonnais avait été «acquis en 1920». Un temps administré par une association, les centres sont gérés «depuis 1969» par le comité d'entreprise, devenu CSE, a-t-il précisé. «On avait déjà restitué des centres ces dernières années, mais là c'est un coup de massue. En trois mois, il faut qu'on restitue tout. Le catalogue est déjà sorti, les réservations sont en train de se faire. Les salariés sont abasourdis», a-t-il souligné.

Les séjours dans ces centres sont «très peu chers, subventionnés par le CSEC. Cela permettait à des familles monoparentales ou en difficultés financières de partir en vacances», a-t-il expliqué. Le CSEC Vacances, département du CSEC qui gère ces centres, a appelé le personnel de la banque à se mobiliser «pour garder des vacances exceptionnelles et à des prix exceptionnels». «Actuellement, vous êtes des milliers de personnes à partir» dans ces centres, «en 2021 ce sera zéro», des «avantages sociaux qui partent en fumée», écrit le CSEC Vacances dans le texte d'une pétition ouverte en ligne, qui avait recueilli plus de 1.300 signatures vendredi après-midi.

En outre, a précisé Philippe Kernivinen, le CSEC va devoir procéder «au licenciement économique des 16 CDI qui travaillent dans les centres», ainsi que d'«une partie des 16 autres CDI du département vacances au siège». Sans compter l'impact sur les saisonniers, a-t-il noté.